

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2780

7 novembre 2013

SOMMAIRE

Accon Solutions	133399	Axis S.A.	133405
A-Con S.A.	133396	Baumeister-Haus Luxembourg S.A.	133402
Africell S.A.	133406	Bleu & Vert	133401
Agana S.A.	133405	Blue Steel Logistics SA	133404
A & G Investments S.A.	133395	BOP (Leadenhall Court) S.à r.l.	133435
AGO Consulting Europe s.à r.l.	133399	Centralis Immobilière S.à r.l.	133403
A.G.P. S.A.	133396	Composil Luxembourg Sàrl	133405
Aka S.A.	133405	Credit Suisse Nova (Lux)	133406
Albert 1er S.A.	133401	Efficient Global Solution S.A.	133398
Alexander Illsen Trust S.C.A.	133401	Engine Control Upgrade Software S.A. .	133398
Alexandre Holding S.à.r.l.	133401	E-Print	133433
Alfamasi Group S.A.	133401	I.C.I. Synergie S.à r.l.	133439
Allnex IP S.à r.l.	133395	IIF European Airport Acquisitions S.à r.l.	133433
Almara Finance S.à r.l.	133397	Irina Immobilière Sàrl	133438
Alpha UMi International S.A.	133397	JP Residential III S.à r.l.	133439
Alternative UCITS SICAV I S.A.	133398	Miclo S. à r.l.	133440
Altomare S.A.	133400	Oleastra S.A. Sicav-Fis	133418
Altura S.à r.l.	133394	PineBridge Investments Fund SICAV-SIF	133397
Antani S.à r.l.	133402	Platforma S.A.	133431
Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A.	133399	Reif Holding S.A.	133431
APIV General Partner S.à r.l.	133398	Vitalys S.à.r.l.	133394
Apodis S.A.	133402	Viva Mat S.à r.l.	133394
Arelsa SPF S.A.	133402	WARSTEINER Africa S.à r.l.	133394
Arleen S.A.	133402	WebVoucher Handlings S.A.	133395
Arrandale	133400	West End Building Material S.à.r.l.	133396
Art Décor S.A.	133403	Wickler Frères S.à.r.l.	133394
Assurances Mathgen S.A.	133400	Winfrank S.à r.l.	133396
Atlas Business S.à r.l.	133403	Working Capital Providers S.A.	133399
ATMI S.à r.l.	133403	World Fine Antiques WFA Exchange ...	133397
Atos Luxembourg PSF S.A.	133403	Zwickau Arcaden Luxco	133398
Atos Luxembourg PSF S.A.	133404	Zyk S.A.	133395
Auber S.A.	133404		
AWI, S.à r.l. société unipersonnelle à res- ponsabilité limitée	133404		

Vitalys S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3598 Dudelange, 13, route de Zoufftgen.

R.C.S. Luxembourg B 70.785.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137150/10.

(130166681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Viva Mat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3739 Rumelange, 38, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 164.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137151/9.

(130167064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

WARSTEINER Africa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 140.826.

Extrait de la décision des associés du 26 août 2013

Les associés acceptent la démission de Madame Sabine DIBE, gérant de catégorie A, demeurant professionnellement à Domring, D-59581 WARSTEIN et appellent en remplacement Monsieur Gregor LEX, demeurant D-44791 BOCHUM, Goethestr. 7, gérant de catégorie A, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013137157/14.

(130167005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Wickler Frères S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 91.522.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, le

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 27 septembre 2013

Référence de publication: 2013137155/10.

(130166471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Altura S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 177.834.

Les statuts coordonnés au 2 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013137201/11.

(130167574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

WebVoucher Handlings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 141.920.

—
*Extrait des résolutions de l'assemblée
générale extraordinaire tenue le 27 septembre 2013*

L'Assemblée décide de démissionner avec effet immédiat:

Le mandat de l'administrateur M. Paul JORDAN, ingénieur, né le 12 mars 1960 à Oxford (UK), résidant 80, Barrow Road, Shippon, Oxford OX13 6JQ, UK.

L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat:

Madame Lynda Natacha Caro, entrepreneur, née le 8 avril 1978 à Saint-Denis (Fr) et résidant à Duarreffstrooss n° 4, L-9990 Weiswampach comme Administrateur.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

POUR EXTRAIT CONFORME

Signature

Référence de publication: 2013137152/18.

(130166343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Zyk S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 156.014.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137167/9.

(130166615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

A & G Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 3, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 82.548.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale et du conseil d'administration adoptées le 1^{er} juillet 2013

L'assemblée générale prend acte de la démission de Monsieur Thierry BLIN de ses fonctions d'administrateur A et de Président du conseil d'administration.

L'assemblée nomme Madame Madeleine SIMEON, demeurant professionnellement au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg aux fonctions d'administrateur B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

L'assemblée met fin aux fonctions d'administrateur B de Monsieur Jean-Luc JOURDAN et le nomme aux fonctions d'administrateur A jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

Le Conseil d'administration nomme Monsieur Jean-Luc JOURDAN aux fonctions de Président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137190/17.

(130167179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Allnex IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 76, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 179.896.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137195/10.

(130167466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

West End Building Material S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 134.303.

EXTRAIT DES RESOLUTIONS DES ASSOCIES DE LA SOCIETE

Il résulte de la décision prise par les associés de la Société en date du 26 août 2013 qu'a été acceptée :

- la démission de M. Renaud Labye en tant que gérant de la Société avec effet au 26 août 2013;
- la démission de M. Clifford Langford en tant que gérant de la Société avec effet au 26 août 2013;
- la nomination de Mme Pamela Valasuo, née le 26 mai 1975 à Borgal Ik, Finlande, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de la Société avec effet au 26 août 2013.
- la nomination de Mme Habiba Boughaba, née le 6 septembre 1973 à Charleville-Mézières, France, résidant professionnellement à 2a, rue Albert Broschette, L-1246 Luxembourg en tant que gérant de la société avec effet au 26 août 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Mandataire.

Référence de publication: 2013137153/21.

(130166266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Winfrank S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.776.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 18 septembre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013

L'adresse professionnelle actuelle de Madame Anne MAILLARD, gérant de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137158/14.

(130166999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

A.G.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 142.100.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137189/9.

(130167169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

A-Con S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, rue de Drinklange.

R.C.S. Luxembourg B 108.086.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Troisvierges, le 30/09/2013.

Référence de publication: 2013137191/10.

(130167630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

World Fine Antiques WFA Exchange, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 49, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 16.088.

Frau Hedwig Lückmann, Geschäftsfrau, geboren zu Essen (Deutschland), zu D.- 49632 Essen wohnend, hat ihre fünf Anteile à 1fr. 1000 an der Firma World Fine Antiques WFA-EXCHANGE sarl. am 15.09.2013 an Frau Maria Lückmann übertragen.

Luxemburg, den 27.09.2013.

World Fine Antiques WFA-EXCHANGE sarl.

Maria Lückmann

Geschäftsleitung

Référence de publication: 2013137186/14.

(130166651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

PineBridge Investments Fund SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.694.

Monsieur Dominic Sheridan a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société en date du 30 août 2013, de sorte que le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

- M. Kamala Anantharam,
- M. Roman Hackelsberger,
- M. George Hornig,
- M. Jérôme Wigny.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013137183/18.

(130166594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Almara Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 156.867.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013137196/13.

(130167332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Alpha UMi International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 131.962.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137197/9.

(130167649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

**E.G.S. S.A., Efficient Global Solution S.A., Société Anonyme,
(anc. E.C.U.S. S.A., Engine Control Upgrade Software S.A.).**

Siège social: L-9710 Clervaux, 17, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 32.390.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clervaux, le 24 septembre 2013.

Martine WEINANDY

Notaire

Référence de publication: 2013137181/13.

(130165235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.

Zwickau Arcaden Luxco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.926.

To the sole shareholder of the company

Please be informed that I tender my resignation as manager of Zwickau Arcaden Luxco having its registered office at 25A, Boulevard royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B109926, with effect as of 18 September 2013

A l'associé unique de la société

Je tiens à vous informer que je démissionne de mon mandat de gérant de la société Zwickau Arcaden Luxco, avec siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B109926, avec effet au 18 septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorge Pérez Lozano.

Référence de publication: 2013137164/17.

(130166256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Alternative UCITS SICAV I S.A., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.918.

Les comptes de clôture de la liquidation ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137198/10.

(130167666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

APIV General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 142.525,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 124.361.

Extrait des décisions prises par l'associé unique de la Société en date du 16 Septembre 2013

L'associé unique de la Société a décidé de nommer M. Ralph Wood, né le 8 mars 1955 à Enfield (Royaume-Uni), et demeurant professionnellement au 155, Bishopsgate, Londres EC2M 3XJ, Royaume-Uni, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour APIV General Partner S.à r.l.

Référence de publication: 2013137222/14.

(130167544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Antinea Capital S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.**Capital social: EUR 509.749,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 174.983.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Antinea Capital S.à r.l., gérant unique de la société susmentionnée enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174953 a désormais son siège social à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013137202/17.

(130167330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Working Capital Providers S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 116.977.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 17 septembre 2013:

Les actionnaires nomment Monsieur Olivier Gazon, domicilié à B-1348 Louvain La Neuve, Place des Peintres 8/301, en tant que nouvel administrateur en remplacement de Madame Régine Szylewicz. Son mandat prendra fin lors de rassemblée générale tenue en 2017

Les actionnaires nomment en tant que réviseurs d'entreprises la société Van Cauter-Snauwaert Co Sàrl, 80 rue des Romains L-8041 Strassen, R.C.S. Luxembourg B52610 en remplacement du commissaire PKF Abax Audit pour une durée de un an. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale tenue en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013137159/17.

(130166577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Accon Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 68, Géidgerweeg.
R.C.S. Luxembourg B 133.161.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137210/10.

(130167563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

AGO Consulting Europe s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 138.498.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137213/10.

(130167762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Arrandale, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 179.775.

—
Décision de l'Associé unique du 30 août 2013

L'actionnaire unique accepte la démission de l'ancien administrateur et administrateur-délégué GHM CORPORATE LTD et nomme, comme administrateur unique - et administrateur-délégué, la société PUNDAMILIA FAMILY OFFICE SàRL.

PUNDAMILIA FAMILY OFFICE SàRL a son siège à L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon, et est inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B171385. Elle a comme représentant permanent Ariane Vansimpsen sa gérante née le 03/01/1977 à Liège et est domiciliée professionnellement 283 Route d'Arlon à L-8011 Strassen.

Le remplacement de GHM CORPORATE LTD prend effet dès ce jour pour un mandat prenant fin en 2018.

Pour acceptation des mandats d'Administrateur & d'Administrateur-délégué
Pundamilia Family Office Sàrl
A. Vansimpsen
Gérante

Référence de publication: 2013137204/19.

(130167300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Assurances Mathgen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9190 Vichten, 65, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 102.420.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 30 août 2013 à 10.00 heures

L'assemblée renouvelle pour une période de six ans le mandat des administrateurs suivants:

Madame Trina PLETSCHETTE, née le 06/10/1942 à Grosbous et demeurant à L - 9190 Vichten, 65A rue Principale

Madame Nicole MATHGEN, née le 23/06/1976 à Luxembourg et demeurant à L - 9190 Vichten, 65B rue Principale

Monsieur Arnold PONCIN, né le 01/03/1950 à Allerborn et demeurant à L - 9190 Vichten, 65A rue Principale

Leur mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2019.

Le mandat du commissaire aux comptes FIRELUX S.A. avec siège social à L-9053 Ettelbruck, 45 Avenue J.F. Kennedy et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 84.589 est également renouvelé jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2019.

Pour extrait sincère et conforme
Un administrateur

Référence de publication: 2013137205/19.

(130167188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Altomare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 73.132.

—
Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement en date du 5 septembre 2013

1. M. David GIANNETTI a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. M. Franck BETH, administrateur de sociétés, né à Roubaix (France), le 6 mai 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2018.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme
Pour ALTOMARE S.A.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013137220/16.

(130167744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Albert 1er S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 2A, rue Albert 1er.
R.C.S. Luxembourg B 58.912.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA – Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2013137216/12.

(130167327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Alexander Illsen Trust S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 59, boulevard de Verdun.
R.C.S. Luxembourg B 90.179.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137217/10.

(130167691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Alexandre Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 128.992.

Le bilan au 31 décembre 2012 et annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137218/9.

(130167291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Alfamasi Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 16, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 97.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137219/9.

(130167325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Bleu & Vert, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4801 Rodange, 152, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 171.602.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013137254/14.

(130167249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Antani S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 129.952.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ANTANI S.À.R.L.

Alexis DE BERNARDI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013137221/12.

(130167125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Apodis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 22, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 110.002.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137223/10.

(130167697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Arelsa SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 95.127.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137226/9.

(130167353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Arleen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 47.677.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137227/10.

(130167101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.**Baumeister-Haus Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 30.262.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 1. Oktober 2013.

Für die Gesellschaft

Jean SECKLER

Der Notar

Référence de publication: 2013137248/13.

(130167436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Art Décor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7230 Helmsange, 29, rue Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 94.570.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137228/9.

(130167388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Atlas Business S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1217 Luxembourg, 12, rue de Bastogne.
R.C.S. Luxembourg B 164.189.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137230/10.

(130167654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

ATMI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 156.211.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 30 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137232/10.

(130167396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Atos Luxembourg PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.
R.C.S. Luxembourg B 37.048.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137233/9.

(130167731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Centralis Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 9-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 125.149.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 19 septembre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

Le siège social actuel de Centralis Group S.A., associé unique de la Société est le suivant: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY, gérant de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137273/16.

(130167150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

AWI, S.à r.l. société unipersonnelle à responsabilité limitée, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.321.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013137237/10.

(130167316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Auber S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 121.682.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137235/10.

(130167617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Atos Luxembourg PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 37.048.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 septembre 2013

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018

- Monsieur Robert POLS, directeur, demeurant au 39, Vosmaerlaan, 1251 ED Hilversum, Pays-Bas. Président;
- Monsieur Patrick GYSELING, demeurant 9, Wielewaalsnest à B-1820 Steenokkerzeel (Belgique)
- Monsieur Adriaan Nicolaas Marie de Winter, demeurant à Koolzaadland 29, 3833 CJ Leusden, Pays-Bas, en remplacement de Monsieur Olivier Vanden BROECK, administrateur démissionnaire en date du 13 juin 2013.

Est nommé réviseur d'entreprises, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- DELOITTE AUDIT, sise au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137234/19.

(130167761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Blue Steel Logistics SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 131.029.

Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 27.08.2013

Die Generalversammlung bekundet ihr Einverständnis mit dem Inhalt der vorstehenden Tagesordnung, und nach eingehender Beratung werden folgende Beschlüsse gefasst:

Zu 1) Der Sitz der Gesellschaft wird zum 01.10.2013 von o.g. Adresse nach 34, Waistrooss, L 5440 Remerschen (Gemeinde Schengen) verlegt

Schengen, den 27.08.2013.

Hans-Werner Stagars / Randolf Quinten / Andreas Thiele

Vorsitzender / Schriftführer / Stimmzähler

Référence de publication: 2013137255/15.

(130167689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Agana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 152.857.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGANA S.A.

Régis DONATI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013137211/12.

(130167126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Aka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 163.589.

Extrait du procès verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 30 septembre 2013 à Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société de
119, Avenue Gaston Diderich
L-1420 LUXEMBOURG
à
3A, Boulevard du Prince Henri
L-1724 LUXEMBOURG

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013137214/17.

(130167116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Axis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013137239/9.

(130167663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Composil Luxembourg Sarl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 20A, rue du Puits Romain - Z.I. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 163.817.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 13 septembre 2013

2^{ème} résolution

L'Associé unique décide de nommer, en remplacement de Monsieur Jean MINNE, gérant démissionnaire, Monsieur Yasen SARELAKOS, né le 13 août 1987 à Uccle (Belgique) et demeurant au 153, rue de Bettembourg à L-5811 FENTANGE et ce, avec effet au 1^{er} octobre 2013 et pour une durée indéterminée.

Il aura, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et la représenter sous sa signature individuelle.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137308/16.

(130167384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Africell S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 134.142.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 26 juillet 2013

Le conseil d'administration de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'actionnaire unique de la société, extraordinairement en date du 2 août 2013

1. L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat des administrateurs de la Société jusqu'à la tenue l'assemblée générale annuelle de la Société en relation avec l'approbation des comptes annuels clos au 31 décembre 2013:

- Monsieur Aidan FOLEY, demeurant actuellement professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg,

- Monsieur Daniel ADAM, demeurant actuellement professionnellement au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg,

- Monsieur Ziad DALLOUL, demeurant Lintel Holding, Al Borj Bldg - An Nahar 3rd floor - Al Borj Square, Down Town, 1165070 Beyrouth, Liban, administrateur et président du conseil d'administration.

2. L'actionnaire unique décide également de reconduire ERNST & YOUNG S.A., société anonyme établie et ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, en qualité de réviseur d'entreprise agréé de la Société jusqu'à la tenue l'assemblée générale annuelle de la Société en relation avec l'approbation des comptes annuels clos au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013137732/24.

(130168339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Credit Suisse Nova (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 111.925.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of the month of October;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Credit Suisse Nova (Lux), (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 111925, incorporated pursuant to a deed of Me Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), on November 15, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1310 of December 1, 2005,

and whose articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on June 7, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2131 of September 2, 2013.

The Meeting elected as chairman Mr. Rudolf KOEMEN, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Jacqueline SIEBENALLER, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Fernand SCHAUS, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Restatement of the Articles of Incorporation of the Company in the context of the AIFMD requirements;

2. Appointment of Dominique DÉLÈZE and Josef H. M. HEHENKAMP as board members, subject to CSSF approval.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed ne varietur by the proxyholders of the represented shareholders, by the bureau of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 4 October 2013 to the registered shareholders.

IV. The resolutions on the agenda require a quorum of 50% of the share capital of the Company and may only be validly take if approved by at least 2/3 of the votes cast.

V. It appears from the attendance list that, out of the 7'419'259.713 shares in issue as at October 15, 2013, 5'459'607 shares are present or represented and that they represent 73,59 % of the share capital of the Company.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After approval of the statements of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

First resolution

The Meeting RESOLVES to restate the articles of incorporation, in the context of the AIFMD requirements, and which shall henceforth read as follows:

" Art. 1. Name. It is hereby established among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of Credit Suisse Nova (Lux) (the "Company") which will designate an alternative investment fund manager (the "AIFM"), licenced under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers as amended (the "Law of 12 July 2013"), to assist it in the performance of certain duties in accordance with the Law of 12 July 2013, as determined from time to time.

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined period. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types, and other investments permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part II of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment as amended from time to time (the "Law of 17 December 2010").

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital and Certification of Shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at the time of establishment amount to fifty thousand US-Dollars (US\$ 50.000.). Thereafter, the capital of the Company will at all time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 22 hereof.

The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent in US\$ of Euro one million two hundred and fifty thousand (EUR 1,250,000.-) within a period of 6 months following the authorization of the Company.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid up at any time in accordance with Article 24 hereof without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in subfunds (the "Subfunds") or pools of assets established pursuant to Article 22 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by the Law of 17 December 2010 corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units of other undertakings for collective investments as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Board of Directors may further decide, in connection with each such Subfund or pool of assets to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Company, the assets and liabilities of the Subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in

Swiss franc respectively, they shall be converted into Swiss franc respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

The Board of Directors is authorized to split and merge shares in the interest of the shareholders.

Shares are issued in registered form. The Board of Directors may however in their discretion decide to issue shares in bearer form. In respect of bearer shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, he may be charged the cost of such exchange. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. Shares may be held through collective depositories. In such cases, shareholders shall receive a confirmation in relation to their shares from the depository of their choice (for example, their bank or broker), or shares may be held by shareholders directly in a registered account kept for the Company and its shareholders by the Company's central administration. These shareholders will be registered by the central administration. Shares held by a depository may be transferred to an account of the shareholder with the central administration or to an account with other depositories approved by the Company or, with an institution participating in the securities and fund clearing systems. Conversely, shares held in a shareholder's account kept by the central administration may at any time be transferred to an account with a depository.

In case the Board of Directors has elected to issue no certificates in respect of registered shares, the shareholder will receive a confirmation of its shareholding. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, the shareholder will receive instead a confirmation of his shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for its shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile.

However, one of such signatures may be given by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine. The Board of Directors reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

If applicable, payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the register of shareholders (the "Register of Shareholders") and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued shares of the Company other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time. If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Board of Directors shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued. Any balance of bearer shares for which no certificate may be issued because of the denomination of the certificates, as well as fractions of such shares may either be issued in registered form or the corresponding payment will be returned to the shareholder as the Board of Directors of the Company may from time to time determine.

Art. 6. Replacement of Certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as

the Board of Directors may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its discretion, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 7. Restrictions of ownership. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined hereafter, or any person who is holding shares in breach of any legal or regulatory requirement or whose holding would affect the tax status of the Company or would otherwise be detrimental to the Company or its shareholders, (hereafter "Restricted Persons"), and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Restricted Person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in Restricted Persons and

c) where it appears to the Company that any Restricted Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which such shares specified in any Purchase Notice is to be purchased (herein called "the Purchase Price"), shall be equal to the redemption price of shares in the Company, determined in accordance with Article 20 hereof.

3) Payment of the Purchase Price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company.

Art. 8. U.S. Person. Whenever used in these Articles, U.S. person, ("U.S. Person"), subject to such applicable law and to such changes as the Board of Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia (the "United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "U.S. Person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended.

Art. 9. Powers of shareholders meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. Shareholders meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third

Tuesday of the month of March of each year at 11.00 am (Central European Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of such meeting.

Art. 11. Notices and Agenda. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value (the "Net Asset Value") per share within its class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by Luxembourg law.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by Luxembourg law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If any bearer shares are outstanding, notice shall, in addition, be published twice at eight-day intervals provided that the second publication must occur at least eight days prior to the meeting, in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice of publication.

Art. 12. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Procedures of Board Meeting. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at all meetings of the Board of Directors. But in his absence or inability to act, the shareholders or the Directors may appoint another Director or any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

Art. 14. Powers of the Board Meeting. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy for the investments relating to each Subfund and the course and conduct of the management and business affairs of the Company, subject to such investment restrictions as may apply by law or regulation or these Articles or as may be determined by the Board of Directors in respect of the investments relating to each subfund.

In particular, a subfund may subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Subfunds of the Company in compliance with the Law of 17 December 2010 and the conditions set out in the Prospectus.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by Luxembourg law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Directors may not, however, bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Company, including a general manager, any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Company or to other contracting parties.

Furthermore, the Board of Directors may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Company.

The Board of Directors may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, facsimile or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the day set for such meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting and no action shall be taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or facsimile or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any duly convened meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or facsimile another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors by using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A Director attending a meeting of Board of Directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of Board of Directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters of facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent Circular Resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular Resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 15. Minutes of the Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be

reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT SUISSE GROUP, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 17. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any claim, action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

Art. 18. Signatory Powers. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Audit. The Company shall appoint an independent auditor ("réviseur d'entreprises") who shall carry out the duties prescribed by law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders. His mandate will remain valid until his successor has been elected.

The independent auditor in office may be removed at any time by the shareholders in accordance with the provisions of article 256 of the law of 10th August 1915 on commercial companies.

Art. 20. Redemption of shares. As more specifically described below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by Luxembourg law.

A shareholder of the Company may request the Company to redeem all or any part of his shares of the Company by notification to be received by the Company prior to the date on which the applicable Net Asset Value shall be determined. In the event of such request, the Company will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 22 hereof. Shares of the capital stock of the corporation redeemed by the Company shall be cancelled.

The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant share class of the Subfund as determined in accordance with the provisions of Article 22 hereof. There may be deducted from the Net Asset Value a redemption charge, or any deferred sales charge payable to a distributor of shares of the Company and an estimated amount representing the costs and expenses which the Company would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant pool to meet redemption requests of such size, as contemplated in the Prospectus of the Company. Payments of the redemption proceeds will be made within the period and in the manner specified in the Prospectus.

Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Company in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the Prospectus of the Company.

If a redemption of some shares of a class would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum holding requirement as the Board of Directors shall determine from time to time, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all his shares of such class.

In the case of very large redemption applications, the Company may decide to defer payment until it has sold corresponding assets without undue delay. Where such a measure is necessary, all redemption applications received on the same day shall be settled at the same price.

Further, the Company may apply tools and arrangements necessary to handle illiquid assets in order to respond to redemption requests. In particular, the Company may apply gates and side pockets. Whether such arrangements may be applied is specified for the relevant Subfund in the Prospectus. However, under exceptional circumstances and if in the interest of the relevant Subfund and its shareholders, the Board of Directors may decide to apply gates and side pockets on an ad-hoc basis, although the possibility to use such arrangements is not provided for in the relevant Subfund in the Prospectus. Should the Company consider it necessary to apply any such tool or arrangement, investors applying for or who have already applied for redemption of shares in the respective Subfund shall be notified in such a way as specified in the Prospectus, of the application without delay so that they are given the opportunity to withdraw their application.

The Board of Directors may in its absolute discretion mandatorily redeem any holding of a class of shares with a value of less than the minimum holding for that class of shares to be determined from time to time by the Board of Directors and to be published in the sales documents of the Company a being the minimum subscription amount for the class of shares concerned, or, in the case of a shareholder for whom the minimum subscription amount was waived, any holding of a class of shares with a value of less than aggregate value of shares of the relevant class, for which the shareholder originally subscribed.

The Company may at any time and at its own discretion proceed to redeem shares held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares as described in Article 7 hereof. In particular, the Company is entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder where any of the representations and warranties made in connection with the acquisition of the shares was not true or has ceased to be true or such shareholder fails to comply with any applicable eligibility condition for a share class. The Company is also entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder in any other circumstances in which the Board of Directors determines that such compulsory redemption would avoid material legal, regulatory, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Company, including but not limited to the cases where such shares are held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares or who fail to comply with any obligations associated with the holding of these shares under the applicable regulations.

Art. 21. Conversion of shares. As more specifically described below, the Company has the power to convert its own shares into shares of the same class in another Subfund or into another class in the same or another Subfund at any time within the sole limitations set forth by Luxembourg law.

A shareholder of the Company may request the Company to convert all or any part of his shares of the Company by notification to be received by the Company prior to the date on which the applicable Net Asset Value shall be determined. In the event of such request, the Company will convert such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this conversion obligation pursuant to Article 22 hereof. The Board of Directors reserves the right to reject any conversion application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

There may be deducted from the Net Asset Value a conversion charge which may be payable to the distributor of shares of the Company. Where shares denominated in one currency are converted into shares denominated in another currency, the fees and exchange commission incurred shall be taken into consideration and deducted.

Conversions will be effected as defined in the Prospectus after the date on which the request for conversion has been received or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Company.

Any conversion request must be filed by such shareholder at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Company in connection with the conversion of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the Prospectus of the Company.

If a conversion of some shares of a class would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum holding requirement as the Board of Directors shall determine from time to time, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, then such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such class.

Art. 22. Calculation of Net Asset Value. For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price thereof, the Net Asset Value of shares in the Company shall be determined in respect of each class of shares from time to time under the responsibility of the board of directors of the AIFM by the central administration, but in no instance less than once a month, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day"). For the avoidance of doubt, only full bank business days shall be considered as Valuation Days, if not otherwise stipulated in the Prospectus.

In case the Valuation Day is not a full banking day in Luxembourg, the Net Asset Value of that Valuation Day will be calculated on the next following banking day. If a Valuation Day falls on a day which is a holiday in countries whose stock exchanges or other markets are decisive for valuing the majority of a Subfund's assets, the board of directors of the AIFM may decide, by way of exception, that the Net Asset Value of the Shares in this Subfund will not be determined on such days.

Unless otherwise stated in the sales documents or otherwise decided upon by the Board of Directors, the Net Asset Value of shares of each Subfund in the Company shall be expressed as a per share figure in the reference currency of the relevant Subfund and shall be determined as of any Valuation. For determining the Net Asset Value, the assets and liabilities of the Company shall be allocated to the Subfunds (and to the individual share classes within each Subfund), the calculation is carried out by dividing the Net Asset Value of the Subfund by the total number of shares outstanding for the relevant Subfund or the relevant share class. If the Subfund in question has more than one share class, that portion of the Net Asset Value of the Subfund attributable to the particular class will be divided by the number of issued shares of that class.

The Net Asset Value of an alternate currency class (the "Alternate Currency Class") shall be calculated first in the reference currency of the relevant Subfund. Calculation of the Net Asset Value of the Alternate Currency Class shall be carried out in accordance with the provisions of the Prospectus.

a) In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the board of directors of the AIFM or by any bank, corporation or other organization which the AIFM or the Company may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

Unless otherwise set forth in the Prospectus, the value of such assets of each Subfund shall be determined as follows:

a) Securities which are listed on a stock exchange or which are regularly traded on such shall be valued at the last available traded price. If such a price is not available for a particular trading day, but a closing mid-price (the mean of the closing bid and ask prices) or a closing bid price is available, the closing mid-price, or alternatively the closing bid price, may be taken as a basis for the valuation.

b) If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange which it is primarily traded.

c) In the case of securities for which trading on a stock exchange is not significant but which are traded on a secondary market with regulated trading among securities dealers does exist (with the effect that the price reflect market conditions), the valuation may be based on this secondary market.

d) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as those listed on a stock exchange.

e) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price. If no such price is available, the AIFM shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the board of directors of the AIFM and on the basis of the probable sales price, the value of which shall be estimated with due care and in good faith.

f) Shares or units in an undertaking for collective investments shall be valued on the basis of their most recently calculated Net Asset Value, where necessary taking due account of the redemption fee. Where no Net Asset Value and only buy and sell prices are available, the shares or units in such undertaking for collective investments may be valued at the mean of such buy and sell prices.

g) Derivatives shall be treated in accordance with the above. OTC swap transactions will be valued on a consistent basis based on bid, offer or mid prices as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors of the AIFM. When deciding whether to use the bid, offer or mid prices the board of directors of the AIFM will take into consideration the anticipated subscription or redemption flows, among other parameters. If, in the opinion of the board of directors of the AIFM, such values do not reflect the fair market value of the relevant OTC swap transactions, the value of such OTC swap transactions will be determined in good faith by the board of directors of the AIFM or by such other method as it deems in its discretion appropriate.

h) Fixed-term deposits and similar assets shall be valued at their respective nominal value plus accrued interest.

i) The valuation price of a money-market investment which has a maturity or remaining term to maturity of less than twelve (12) months and does not have any specific sensitivity to market parameters, including credit risk, shall, based on the net acquisition price or on the price at the time when the investment's remaining term to maturity falls below twelve (12) months, be progressively adjusted to the repayment price while keeping the resulting investment return constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields. The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each Subfund at the prevailing mid-market rate. Foreign exchange transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect owing to special or changed circumstances, then the board of directors of the AIFM shall be entitled to use other generally recognized and auditable valuation principles in order to value the Subfund's assets.

Investments which are difficult to value (in particular those which are not listed on a secondary market with a regulated price-setting mechanism) are valued on a regular basis using comprehensible, transparent criteria. Where the nature of the assets of a Subfund requires expert valuation, an external valuer shall be appointed by the AIFM in accordance with the provisions of the Law of 12 July 2013.

The Net Asset Value of shares shall be rounded up or down, as the case may be, to the next smallest unit of the reference currency which is currently used unless otherwise stated in the Prospectus.

The total Net Asset Value of the Company shall be calculated in Swiss Francs.

C. Pooling of assets:

In order to reduce operation and administrative charges whilst allowing a wider diversification of the investments, the Board of Directors may choose that part or all of the assets of certain Subfunds will be managed in common with assets belonging to other Subfunds of the Company and/or with assets belonging to any other Luxembourg undertaking for collective investments.

In order to protect existing shareholders and subject to the conditions set out in the Prospectus, the board of directors of the AIFM may decide to adjust the Net Asset Value per share class of a Subfund upwards or downwards in the event of a net surplus of subscription or redemption applications on a particular Valuation Day. The adjustment of the Net Asset Value is aiming to cover in particular but not exclusively transaction costs, tax charges and bid/offer spreads incurred by the relevant Subfunds due to subscriptions, redemptions and/or conversions in and out of the Subfund.

As specified for the relevant Subfunds in the Prospectus, the Net Asset Value may either be adjusted on every Valuation Day on a net deal basis regardless of the size of the net capital flow or only if a predefined threshold of net capital flows is exceeded.

The Board of Directors may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Subfund and the issuance and redemption of shares of such Subfund from its shareholders as well as conversions from and to shares of each Subfund:

- a) where a substantial proportion of the assets cannot be valued because a stock exchange or market is closed otherwise than for usual public holidays, or when trading on such stock exchange or market is restricted or suspended; or
- b) where a substantial proportion of the assets is not freely disposable because a political, economic, military, monetary or any event beyond the control of the Company does not permit the disposal of the Subfund's assets, or such disposal would be detrimental to the interests of Shareholders; or
- c) where a substantial proportion of the assets cannot be valued because of disruption to the communications network or any other factor makes a valuation impossible;
- d) where a substantial proportion of the assets is not available for transactions because restrictions on foreign exchange or other types of restrictions make asset transfers impracticable or it can be objectively demonstrated that transactions cannot be effected at normal foreign exchange rates; or
- e) in any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors, where a failure to do so might result in the Company or its Shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

Investors applying for, or who have already applied for, the subscription, redemption or conversion of Shares in the respective Subfund shall be notified of the suspension without delay. Notice of the suspension shall be published as described in the Prospectus if, in the opinion of the Board of Directors, the suspension is likely to last for longer than one week.

Such suspension as to any Subfund shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Subfund if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such Subfund.

Art. 23. Expenses. The Company shall bear all expenses as further specified in the Prospectus including in particular formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers including incentive fees, administrative fees, distribution fees, fees and expenses of accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in countries of registration, any other agent employed by the Company, fees incurred for collateral management in relation to derivative transactions, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Prospectus, explanatory memoranda or registration statements, notification fees, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

Art. 24. Subscription Price. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares together, if the Directors so decide, with such sum as the Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the Prospectus may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares is calculated, if the Directors so decide, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the Prospectus of the Company. The price so determined shall be payable within the period specified in the Prospectus or within such shorter delay as the Board of Directors may determine from time to time.

The price payable shall be paid in the currency as specified in the Prospectus.

The Company may in the interest of the shareholders accept transferable securities and other assets permitted by the law of 17 December 2010 as payment for subscription ("contribution in kind"), provided, the offered transferable securities and other assets correspond to the investment policy and the restrictions of the relevant Subfund. Each payment of shares in return for a contribution in kind is subject to a valuation report issued by the independent auditor of the Company. The Board of Directors may at its sole discretion, reject all or several offered transferable securities and assets without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the relevant investor.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the 1 November and shall terminate on the 31 October of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in Swiss franc. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different

currencies, such accounts shall be converted into Swiss franc and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

Art. 26. Dividends. The allocation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors. Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Company became less than the minimum prescribed by the Law of 17 December 2010. The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Art. 27. Depositary. To the extent required by law, the Company shall enter into a written depositary agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the Law of 12 July 2013 (the "Depositary").

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 12 July 2013.

Under the conditions set forth in Luxembourg law and regulations and the Law of 12 July 2013, the Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the Law of 12 July 2013, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d)(ii) of the Law of 12 July 2013.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find another bank to be depositary in place of the retiring Depositary, and the Board of Directors shall appoint such bank as Depositary of the Company's assets. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28.1. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as required by Luxembourg law. For the dissolution to be valid, the minimum quorum prescribed by law must be met.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class.

The dissolution of a Subfund by a compulsory redemption of shares related to such Subfund must be made upon a resolution of the Board of Directors, if the dissolution is deemed appropriate in the light of the interest of the shareholders.

In such an event, having regard to the interests of Shareholders, the Board of Directors may elect to distribute either cash and/or the other assets to shareholders.

Any decision of the Board of Directors of the Company to dissolve a Subfund shall be published as specified in the Prospectus. The Net Asset Value of Shares in the Subfund concerned will be paid out on the date of the mandatory redemption.

The dissolution of a Subfund may also be made upon a resolution of a general meeting of shareholders in the relevant Subfund. The quorum and majority requirements prescribed by Luxembourg law for decisions regarding amendments to the Articles are applicable to such meetings.

In that event, the Company may upon a thirty days prior notice to the holders of shares of such Subfund proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Registered holders shall be notified in writing. The Company shall inform holders of bearer shares by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company.

Notwithstanding the powers reserved to the Board of Directors, the general meeting of shareholders of a class, may decide in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 11 hereof to reduce the capital

of the Company by cancellation of all shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution of such proceeds.

Any liquidation and redemption proceeds that cannot be distributed to the Shareholders at the closure of the liquidation shall be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until the statutory period of limitation has elapsed.

Art. 28.2. Merger. The Board of Directors of the Company as well as a general meeting of the Shareholders in a Subfund may resolve to merge such Subfund with another existing Subfund or to contribute the Subfund to another SICAV under Luxembourg law against issue of shares of such other SICAV to be distributed to the Shareholders in such Subfund.

Such decision will be published by the Company. The publication shall contain several information about the new Subfund or the relevant SICAV and shall be made prior to the merger by providing for at least one month a possibility for the Shareholders of such shares to require redemption, without payment of any redemption fee or other costs, prior to the implementation of the transaction.

There shall be no quorum requirement for general meetings of Shareholders which decide on the merger of different Subfunds within the Company and decisions may be taken by a simple majority of the presented shares of the Subfunds concerned.

In case of a merger of a Subfund with a foreign undertaking for collective investment, decisions of the general meeting of the Subfunds concerned shall be binding only upon Shareholders who have voted in favour of such merger.

Decisions regarding the contribution of assets and liabilities of a Subfund to another undertaking for collective investment are subject to the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law for the amendments to the Articles.

Art. 29. Amendments to Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 30. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 17 December 2010 and the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended."

Second resolution

With 5'434'607 shares voting in favour and 25'000 shares representing abstention to the agenda point "Appointment of the board of directors", the Meeting takes the following decisions:

The Meeting RESOLVES to appoint Messrs Dominique DÉLÈZE and Josef H.M. HEHENKAMP as new members of the board of directors until the end of the next ordinary general meeting of shareholders to be held in 2014, subject to CSSF approval.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the Meeting, the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (1,200.- EUR).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREUPON the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. KOEMEN, J. SIEBENALLER, F. SCHAUS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 octobre 2013. LAC/2013/47328. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 30 octobre 2013.

Référence de publication: 2013151629/659.

(130186334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 octobre 2013.

Oleastra S.A. Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 181.206.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den zweiundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Notar mit Amtssitz im Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

XAIA Investment GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, welche ihren Gesellschaftssitz in Sonnenstraße 19, D-80331 München hat,

hier vertreten durch Frau Christiane Pankewitsch, beruflich niedergelassen in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

aufgrund privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt in München am 17 Oktober 2013.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die hier erschienene Partei, vertreten wie vorerwähnt und die in ihrer oben genannten Eigenschaft handelt, hat die folgende Satzung für eine Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé“) aufgesetzt, von der sie erklärt, dass sie sie gegründet hat:

1. Definitionen.

- Aktien bezeichnen die Aktien der Gesellschaft;
- Aktionäre bezeichnet die Aktionäre der Gesellschaft;
- Aktienklasse bezeichnet eine Aktienklasse oder Aktienklassen eines Teilfonds, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden;
- Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag), der gleichzeitig ein Börsentag in Luxemburg und in Frankfurt am Main ist;
- Bewertungstag hat die Bezeichnung, welche in Artikel 24 der Satzung Erläuterung findet;
- Depotbank bezeichnet die Depotbank der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007;
- Deutsches Investmentsteuergesetz bezeichnet das deutsche Investmentsteuergesetz (InvStG) in der Beschlussfassung des Entwurfes des Investmentsteuergesetzes gemäß der Beschlussempfehlung des Finanzausschusses (7. Ausschuss) zu dem Gesetzentwurf der Bundesregierung zum Entwurf des AIFM-StAnpG (BT-Drs 17/13522) bzw. ab dessen Inkrafttreten;
- Sachkundiger Anleger bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Geeignete Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:
 - * er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und
 - * er investiert mindestens 125.000,- EUR, oder
 - * er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;
- * Gesellschaft bezeichnet Oleastra S.A. SICAV-FIS;
- * Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- * Gesetz von 2010 bezeichnet das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- * Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen in aktueller Fassung;
- * Nettoinventarwert bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 24 der Satzung beschrieben erfolgt;
- * OGA bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen;
- * Emissionsdokument bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft;
- * Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
- * Teilfonds bezeichnet einen Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007;

* Verwaltungsrat bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;

* Verwaltungsratsmitglied bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

2. Name.

2.1 Hiermit besteht eine Aktiengesellschaft („société anonyme“) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds („société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé“) unter dem Namen Oleastra S.A. SICAV-FIS.

2.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung sowie dieser Satzung. Im Falle eines Konflikts zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 gilt vorrangig das Gesetz von 2007. Die Gesellschaft unterliegt in ihrem Sitzstaat Luxemburg der Aufsicht über Vermögen zur gemeinschaftlichen Kapitalanlage durch die Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

2.3 Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle eines alleinigen Aktionärs wird die Gesellschaft nicht infolge des Todes, Verlust der bürgerlichen Ehrenrechte, Insolvenz oder Liquidation des alleinigen Gesellschafters aufgelöst.

2.4 Jeder Hinweis zu den Aktionären meint den alleinigen Aktionär der Gesellschaft, sollte lediglich ein alleiniger Aktionär vorhanden sein.

3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet, wobei die Gesellschaft automatisch liquidiert wird, sobald ein Teilfonds aufgelöst wird und keine weiteren Teilfonds mehr bestehen.

3.2 Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher gemäß den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Bedingungen gefasst wird, jederzeit aufgelöst werden.

4. Gesellschaftszweck.

4.1 Bei der Gesellschaft handelt es sich um ein Vermögen zur gemeinschaftlichen Kapitalanlage. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage und Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zum Nutzen der Aktionäre nach dem Grundsatz der Risikomischung und im Einklang mit Artikel 19 der Satzung und den im Emissionsdokument beschriebenen Anlagebeschränkungen. Eine gewerbliche Tätigkeit der Gesellschaft, insbesondere eine aktive unternehmerische Bewirtschaftung der gehaltenen Vermögensgegenstände, ist ausgeschlossen.

4.2 Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im Weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

5. Sitz.

5.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach (Gemeinde Schuttringen), Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3 Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

6. Gesellschaftskapital - Teilfonds - Aktienklassen.

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), ist voll einbezahlt und repräsentiert durch 310 Aktien ohne Nennwert. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) betragen und dieses Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

6.2 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

6.3 Der Verwaltungsrat kann im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 einen oder mehrere Teilfonds bilden. Die Vermögenswerte jedes Teilfonds können in Wertpapieren, Investmentfonds, Geldmarktinstrumenten, flüssigen Mitteln oder anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden. Die Teilfonds können sich durch ihre Anlageziele, Anlagepolitik, Referenzwährung oder sonstige Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf jeden

Teilfonds festlegt, unterscheiden. Der Verwaltungsrat kann auch beschließen, Teilfonds zu errichten, deren Aktien in unterschiedlichen geographischen Regionen vertrieben werden.

6.4 Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

6.5 Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

6.6 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte gemeinsam angelegt werden, welche sich jedoch im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf eine Aktienklasse festlegt, unterscheiden.

6.7 Aktien werden ausschließlich an Sachkundige Anleger ausgegeben.

6.8 Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Teilfonds, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

7. Form der Aktien.

7.1 Die Gesellschaft wird nur Aktien in Form von Namensaktien ausgeben.

7.2 Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Aktionärs, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

7.3 Der Verwaltungsrat wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Aktionär ausgestellt werden soll, oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbesitz erhält.

7.4 Die Übertragung von Namensaktien erfolgt,

(i) sofern Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Aktien gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.5 Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder einen vom Verwaltungsrat zu diesem Zweck ordnungsgemäß ermächtigten Agenten unterzeichnet. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich erfolgen oder in gedruckter Form erscheinen. Die Unterschriften der ermächtigten Person müssen handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

7.6 Aktien werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.7 Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.8 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktien im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an einer Aktie strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an einer solchen Aktie behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.9 Berechtigt eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, es sei denn, dass sie zusammengekommen eine volle Aktie ergeben; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös.

8. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.

8.1 Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

8.2 Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden. Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Aktienzertifikates getragen wurden, dem Aktionär auferlegen.

9. Erwerbsbeschränkungen für die Aktien.

9.1 Aktien der Gesellschaft dürfen nur von Sachkundigen Anlegern erworben werden und sind nur zwischen Geeigneten Anlegern frei übertragbar, soweit keine zusätzlichen Erwerbs- oder Übertragungsbestimmung, wie ggf. im Emissionsdokument dargelegt, verletzt werden. Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass Aktien von nicht Sachkundigen Anlegern erworben wurden, können diese Aktien zwangsweise von der Gesellschaft zurückgekauft werden. Zudem hält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, einen Teilfonds aufzulösen, falls er feststellen sollte, dass alle Aktien von nicht Sachkundigen Anlegern gehalten werden.

9.2 Die Gesellschaft kann jederzeit und nach freiem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen, die Ausgabe von Aktien zeitweilig einschränken, aussetzen oder vollständig einstellen, die Umschreibung im Aktienregister verweigern, oder Aktien zum Rückkaufpreis zwangsweise zurückkaufen, falls sie der Ansicht ist, dass dies im Interesse der Aktionäre ist oder zum Schutz der Gesellschaft oder der Aktionäre notwendig ist. In diesem Fall wird die Depotbank unverzüglich Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge zinslos zurückerstatten. Insbesondere kann der Verwaltungsrat den Erwerb oder Besitz von Aktien eines jeden Teilfonds einschränken, um zu verhindern, dass ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung luxemburgischer oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit durch einen solchen Erwerb oder Besitz die Gesellschaft steuerlichen Verbindlichkeiten ausgesetzt ist oder mit anderen Nachteilen zu rechnen hat, denen sie andernfalls nicht ausgesetzt worden wäre.

9.3 Mit Abschluss der Rückkauftransaktion endet das Eigentum des bisherigen Aktionärs. In der Folge wird der Name des Aktionärs aus dem Aktienregister gestrichen.

9.4 Der Verwaltungsrat erlaubt zudem keine „Market Timing“ Praktiken. Solche Praktiken können die effiziente Verwaltung der Gesellschaft beeinträchtigen und sich nachteilig auf die Interessen der anderen Aktionäre und der Gesellschaft auswirken. Daher behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, Zeichnungsanträge zurückzuweisen, sofern bei einem Anleger der Verdacht auf «Market Timing» Praktiken besteht. Bei Verdacht auf «Market-Timing» Praktiken wird der Verwaltungsrat geeignete Maßnahmen ergreifen, um die übrigen Aktionäre der Gesellschaft zu schützen.

10. Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre.

10.1 Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft (Generalversammlung). Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- (i) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- (ii) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- (iii) Entlastung des Verwaltungsrates;
- (iv) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- (v) Änderung der Satzung;
- (vi) Auflösung der Gesellschaft.

10.2 Die Aktionäre eines Teilfonds/einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds/diese Aktienklasse betreffen.

10.3 Artikel 12 dieser Satzung findet entsprechende Anwendung sofern nicht die Gegebenheiten ein anderes Verfahren erforderlich machen.

11. Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre - andere Gesellschaftergeneralversammlungen.

11.1 Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen im Einladungsschreiben angegebenen Ort in Luxembourg am dritten Dienstag im Monat Juni um 14 Uhr abgehalten.

11.2 Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Andere Gesellschafterversammlungen der Aktionäre

können an solchen Orten und zu solchen Zeiten in Luxembourg abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

12. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung.

12.1 Der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

12.2 Jeder Aktionär kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

12.3 Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Gesellschafterversammlungen teilnehmen zu können.

12.4 Die Gesellschafterversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Gesellschafterversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Gesellschafterversammlung veranlasst. Die Einberufung der Gesellschafterversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

12.5 Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Gesellschafterversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

12.6 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Gesellschafterversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

13. Verwaltungsrat.

13.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von der Gesellschafterversammlung bestellt. Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

13.2 Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der jährlichen Gesellschafterversammlung für eine Amtsdauer von höchstens sechs Jahren durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Gesellschafterversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, abberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre werden bei der nächsten Gesellschafterversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Sofern eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wurde, muss diese juristische Person einen permanenten Vertreter benennen, um die Funktion des Verwaltungsratsmitglieds im Namen der juristischen Person zu erfüllen. Dieser Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Pflichten und trägt die gleiche Haftung, als würde er die Aufgabe auf eigene Rechnung erfüllen, unabhängig von der gemeinsamen Haftung des Vertreters und der juristischen Person. Die juristische Person kann den Vertreter nicht zurückziehen ohne gleichzeitig einen neuen Vertreter zu benennen.

14. Verwaltungsratssitzungen.

14.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Gesellschafterversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates mit der Leitung beauftragen.

14.2 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort in Luxembourg zusammen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht ein-

gehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

14.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, E-Mail oder ein ähnliches Kommunikationsmittel) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

14.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, E-Mail oder per ähnlicher Kommunikationsmittel.

15. Interessenkonflikte.

15.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

15.2 Kein Vertrag oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dem Vertrag oder anderen Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

15.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.

16.1 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

16.2 Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

17. Befugnisse des Verwaltungsrates.

17.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

17.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

17.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

17.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

17.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen,

erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden.

19. Anlagepolitik.

19.1 Die Vermögenswerte sämtlicher Teilfonds sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlagepolitik und -grenzen, wie sie im Emissionsdokument beschrieben werden, anzulegen.

Der Verwaltungsrat stellt sicher, dass bei der Anlage des Teilfondsvermögens zu jeder Zeit eine angemessene Liquidität und Risikostreuung gewährleistet ist. Der Verwaltungsrat wird insbesondere im Hinblick auf die einzelnen Anlageinstrumente der Teilfonds eine hinreichende Risikodiversifikation anstreben und dabei sicherstellen, dass das Teilfondsvermögen jederzeit in mehr als drei (3) Vermögensgegenstände mit unterschiedlichen Anlagerisiken angelegt wird.

Die Gesellschaft bzw. ihre Teilfonds unterliegen den folgenden allgemeinen Anlagebeschränkungen für spezialisierte Investmentfonds, die nach dem Gesetz von 2007 aufgelegt werden und im Hinblick auf die Risikomischung stets die Anforderungen des deutschen Investmentgesetzes (InvG) in der am 21. Juli 2013 geltenden Fassung einhalten:

(a) Ein Teilfonds darf grundsätzlich nicht mehr als 30% seines Nettovermögens in Vermögenswerte derselben Art und desselben Emittenten investieren. Diese Beschränkung gilt jedoch nicht:

(i) soweit der jeweilige Vermögenswert von einem Mitgliedstaat der OECD oder seiner Gebietskörperschaften oder von supranationalen Einrichtungen oder Organismen gemeinschaftsrechtlichen, regionalen oder internationalen Charakters begeben oder besichert werden;

(ii) darüber hinaus sind diese Beschränkungen nicht anwendbar, soweit die Gesellschaft in andere Zielfonds investiert, welche Anlagebeschränkungen unterliegen, die denen für einen spezialisierten Investmentfonds nach Luxemburger Recht vergleichbar sind; wobei nur solche Vermögensgegenstände erworben werden, die auch den Anforderungen des § 2 Abs. 4 und des § 90h Abs. 4 und Abs. 5 des deutschen InvG in der am 21. Juli 2013 geltenden Fassung genügen.

Für die Anwendung dieser Beschränkungen ist jeder Teilfonds eines Fonds mit mehreren Teilfonds als eigenständiger Zielfonds anzusehen, unter der Bedingung, dass diese Teilfonds Dritten gegenüber nicht gesamtschuldnerisch für Verpflichtungen der verschiedenen anderen Teilfonds haften.

(b) Der Verwaltungsrat stellt sicher, dass bei der Anlage des Teilfondsvermögens zu jeder Zeit eine angemessene Liquidität und Risikostreuung gewährleistet ist. Der Verwaltungsrat wird insbesondere im Hinblick auf die einzelnen Anlageinstrumente der Teilfonds eine hinreichende Risikodiversifikation anstreben und dabei sicherstellen, dass das Teilfondsvermögen jederzeit in mehr als drei (3) Vermögensgegenstände mit unterschiedlichen Anlagerisiken angelegt wird.

(c) Die Teilfonds dürfen kurzfristige Darlehen nur bis zur Höhe von 10% des Fondsvermögens aufnehmen, sofern nicht im jeweiligen Teilfondsanhang anderweitig bestimmt.

(d) Die Teilfonds dürfen keine Leerverkäufe von Wertpapieren vornehmen.

(e) Des Weiteren kann das Fondsvermögen des Teilfonds insgesamt bis zu 20% in Beteiligungen an inländischen und ausländischen Kapitalgesellschaften sowie börsennotierte und nicht börsennotierte Beteiligungen investiert werden. Dabei muss die Beteiligung an einer inländischen oder ausländischen Kapitalgesellschaft stets unter 10% des Kapitals der Kapitalgesellschaft betragen; dies gilt nicht für Beteiligungen an Vermögensgegenständen an ÖPP-Projektgesellschaften im Sinne des § 1 Abs. 19 Nr. 28 Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB), wenn der Verkehrswert dieser Beteiligungen ermittelt werden kann, und an Gesellschaften, deren Unternehmensgegenstand auf die Erzeugung erneuerbarer Energien im Sinne des § 3 Nummer 3 des Gesetzes über den Vorrang erneuerbarer Energien gerichtet ist.

(f) Bis zu 100% des Fondsvermögens können im Rahmen einer risikogemischten Anlagestrategie temporär in Bankguthaben investiert werden, wobei nicht mehr als 20% des Fondsvermögens bei einem Kreditinstitut angelegt werden dürfen.

(g) Der Verwaltungsrat stellt jederzeit sicher, dass die Anlage des Teilfondsvermögens nur in Vermögensgegenstände i.S.v. § 2 Abs. 4 des deutschen Investmentgesetzes (InvG) in der am 21. Juli 2013 geltenden Fassung erfolgen darf.

Sofern die Satzung und Artikel 4 des Emissionsdokumentes keine weiteren Beschränkungen vorsehen, dürfen für den Teilfonds ausschließlich die nachfolgend aufgeführten Vermögensgegenstände erworben werden, wenn diese auch nach dem Investmentgesetz in der am 21. Juli 2013 geltenden Fassung erwerbbar gewesen wären:

1. Wertpapiere,
2. Geldmarktinstrumente,
3. Derivate,
4. Bankguthaben,

5. Anteile oder Aktien an inländischen offenen Investmentvermögen / Investmentfonds sowie an entsprechenden offenen EU- oder ausländischen Investmentvermögen / Investmentfonds, soweit diese die Voraussetzungen des § 1 Absatz 1b) Nummer 5h) des Entwurfes des Investmentsteuergesetzes gemäß der Beschlussempfehlung des Finanzausschusses (7. Ausschuss) zu dem Gesetzentwurf der Bundesregierung zum Entwurf des AIFM-StAnpG (BT-Drs 17/13522) erfüllen,

6. Edelmetalle,

7. unverbriefte Darlehensforderungen,

8. Beteiligungen an Kapitalgesellschaften im Sinne des § 1 Absatz 1b) Nummer 5j) des Entwurfes des Investmentsteuergesetzes gemäß der Beschlussempfehlung des Finanzausschusses (7. Ausschuss) zu dem Gesetzentwurf der Bundesregierung zum Entwurf des AIFM-StAnpG (BT-Drs 17/13522) bzw. ab dessen Inkrafttreten, den korrespondierenden Regelungen des Investmentsteuergesetzes (im Folgenden „InvStG“) (Kapitalgesellschaften), wenn der Verkehrswert dieser Beteiligungen ermittelt werden kann, und

9. Beteiligungen an ÖPP-Projektgesellschaften im Sinne des § 1 Abs. 19 Nr. 28 Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB), wenn der Verkehrswert dieser Beteiligungen ermittelt werden kann.

Die Anlagepolitiken der jeweiligen Teilgesellschaftsvermögen unterliegen Anforderungen an die Risikostreuung für spezialisierte Investmentfonds, die dem Gesetz von 2007 vergleichbar sind.

Die Teilfonds der Gesellschaft dürfen keine Leerverkäufe von Wertpapieren vornehmen.

Die Gesellschaft darf ferner im Rahmen der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagegrenzen Techniken und Instrumente verwenden.

19.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik zuständig. Im Emissionsdokument der Gesellschaft können Beschränkungen oder Bedingungen festgelegt werden, welche durch den Verwaltungsrat beachtet werden müssen. Eine Änderung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik eines bestimmten Teilfonds kann nur, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre des betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Änderung der Anlagepolitik wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst, wobei im Rahmen einer solchen Entscheidung zu beachten ist, dass die Gesellschaft konzeptionell als Investmentfonds iSv. § 1 Abs. 1b S. 2 des Deutschen Investmentsteuergesetzes ausgestaltet ist.

20. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer („réviseur d'entreprises agréé“) geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007.

21. Ausgabe von Aktien.

21.1 Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an dem im Emissionsdokument festgesetzten Bewertungstag. Wenn immer die Gesellschaft Aktien eines Teilfonds/einer Aktienklasse zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem Nettoinventarwert des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse, zuzüglich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintrags- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) („Handelskosten“), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, gekauft werden müsste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in dem Emissionsdokument festgelegten Verkaufsgebühren. Die Vergütung jedes mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist binnen einer Zeitspanne, die im Emissionsdokument dargelegt ist und vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

21.2 Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

22. Rücknahme von Aktien.

22.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Aktien zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen. Jeder Aktionär kann (falls im Emissionsdokument vorgesehen) die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen, verlangen. Rücknahmeanträge müssen in schriftlicher Form gestellt werden.

22.2 Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche im Emissionsdokument veröffentlicht wird und voraussetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind. Der Rücknahmepreis entspricht, sofern im Emissionsdokument nicht anders vorgesehen, dem Nettoinventarwert pro Aktie des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 24 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den vom Verwaltungsrat getroffenen Bestimmungen, welche im Emissionsdokument Erwähnung finden. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, unter den Voraussetzungen des Artikels 9, Aktien zwangsweise zurückkaufen.

22.3 Sofern die Zahl oder der gesamte Nettoinventarwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einem Teilfonds/einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher gegebenenfalls vom Verwaltungsrat im Emissionsdokument festgelegt wurde, kann die Gesellschaft bestimmen,

dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in diesem Teilfonds/dieser Aktienklasse behandelt wird.

22.4 Der Verwaltungsrat hat das Recht, nach seinem alleinigen Ermessen (und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Aktionäre) bei umfangreichen Rücknahmeanträgen (d. h., bei Rücknahmeanträgen, deren Wert einen im Emissionsdokument gegebenenfalls festgelegten Prozentsatz des Nettoinventarwertes eines Teilfonds übersteigt) die Anzahl der Aktien der einzelnen Rücknahmeanträge anteilig zu verringern. Soweit ein Antrag auf Grund der Ausübung der Befugnis zur anteiligen Verringerung an einem Bewertungstag nicht in vollem Umfang ausgeführt wird, muss er im Hinblick auf den nicht ausgeführten Teil so behandelt werden, als habe der Aktionär für den nächsten Bewertungstag einen weiteren Antrag gestellt. Solche Anträge werden gegenüber späteren Anträgen, soweit sie für die darauf folgenden Bewertungstage eingehen, vorrangig bearbeitet.

23. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie Ausgabe und Rücknahme von Aktien.

23.1 Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds und die Bewertung pro Aktie sowie die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien in folgenden Fällen zeitweilig einzustellen:

(i) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, an der/auf dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder auf diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(ii) in Notlagen, wenn ein oder mehrere Teilfonds über Vermögenswerte nicht verfügen kann/können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

(iii) während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten, an/auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist/gehandelt wird, unterbrochen sind;

(iv) wenn die Gesellschaft Kenntnis davon hat, dass die Bewertung einiger Anlagen eines oder mehrerer Teilfonds, die sie zuvor zur Berechnung des Nettoinventarwertes eines oder mehrerer Teilfonds erhalten hatte, in einem wesentlichen Punkt falsch war und dies nach Auffassung des Verwaltungsrates der Gesellschaft eine Neuberechnung des entsprechenden Nettoinventarwertes rechtfertigt (jedoch unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter keinen Umständen zur Änderung oder Neuberechnung eines zuvor berechneten Nettoinventarwertes, aufgrund dessen Zeichnungen oder Rücknahmen vorgenommen worden sein können, verpflichtet ist).

23.2 Die Gesellschaft wird die Aktionäre in angemessener Weise über die Aussetzung unterrichten. Aktionäre, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Aktien der betroffenen Teilfonds eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde, werden eingehend über den Anfang und das Ende der Aussetzungsperiode unterrichtet.

23.3 Unabhängig von allen Rücknahmebeschränkungen dieser Ziffer 23 wird sichergestellt, dass eine Rücknahme der Aktien mindestens einmal pro Jahr erfolgen kann, sofern nicht außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger erforderlich erscheinen lassen und keinen Verstoß gegen das Erfordernis des Rückgaberechts nach § 1 Abs. 1b S. 2 Nr. 2 des Deutschen Investmentsteuergesetzes darstellen.

24. Ermittlung des Nettoinventarwertes.

24.1 Der Nettoinventarwert der Gesellschaft entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert der Gesamtheit der Teilfonds.

24.2 Der Aktienwert jedes Teilfonds/jeder Aktienklasse wird durch die Gesellschaft in der Frequenz berechnet, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird. Der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als Bewertungstag bezeichnet.

24.3 Der Aktienwert wird in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse (welche im Emissionsdokument festgelegt ist) ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse, d. h. der Wert der Vermögenswerte abzüglich der diesem Teilfonds/dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Aktien dividiert wird. Der Aktienwert kann auf die nächste Untereinheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Aktienwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen eines jeweiligen Teilfonds gehandelt oder notiert sind, erfolgen, kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen. Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Aktien sämtlicher Teilfonds/Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

24.4 Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

(i) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum zuletzt festgestellten und erhältlichen Inventarwert, ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr, bewertet.

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

(iii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, werden zu dem letzten verfügbaren Kurs bewertet.

(iv) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die weder an einer Börse notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren Bewertungsregeln festlegt.

(v) Bei Derivaten ist im Hinblick auf die Nettoinventarwertberechnung zu unterscheiden:

(a) An der Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelte Derivate (wie z.B. Optionen) werden grundsätzlich zu deren letztverfügbaren Börsenkursen bzw. Marktpreisen bewertet.

(b) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Verwaltungsgesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Verwaltungsgesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.

(vi) Die auf Wertpapiere bzw. Geldmarktpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(vii) Alle anderen und zulässigen Vermögenswerte, sowie die vorgenannten Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäß der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Wert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß der oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Gesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung zu erreichen.

24.5 Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(i) sämtliche Darlehen, sämtliche aufgelaufene Zinsen aus Krediten der Gesellschaft (einschließlich Kreditaufnahmekosten) und andere anfällige Beträge;

(ii) sämtliche fällige oder anfallende Kosten (einschließlich Verwaltungs- und Managementgebühren, Beratungsgebühren, Depotbankgebühren, sonstige Vertretergebühren etc.), die der Gesellschaft zugeordnet werden;

(iii) sämtliche bekannte, gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(iv) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(v) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden;

(vi) Liquidationskosten für die Auflösung der Gesellschaft, sobald diese erkennbar ist.

24.6 Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

24.7 Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

(i) Das Entgelt aus der Ausgabe von Aktien eines Teilfonds/einer Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds/der Aktienklasse entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

(ii) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds/derselben Aktienklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet;

(iii) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse steht, wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet;

(iv) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds zuzuordnen ist, so werden dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds/Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechen-

den Teilfonds/Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt;

(v) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds/einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieses Teilfonds/dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

24.8 Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(i) Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 22 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(ii) Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(iii) Alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstige Vermögenswerte, die auf andere Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds lauten, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Marktkursen oder Devisenkursen bewertet;

(iv) An jedem Bewertungstag gelten folgende Grundsätze:

(A) Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen.

(B) Sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen. Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember. Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

26. Ausschüttungen.

26.1 Die Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

26.2 Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischen- bzw. Vorabausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

26.3 Ausschüttungen können in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse oder in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt. Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

26.4 Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Aktienklasse/des entsprechenden Teilfonds. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

26.5 Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister eingetragene Adressen.

27. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft.

27.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 29 dieser Satzung aufgelöst werden. Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

27.2 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumerfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

27.3 Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

27.4 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafterversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Depotbank wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre der einzelnen Aktienklassen/Teilfonds im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der „Caisse de Consignation“ verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

28. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

28.1 Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettoinventarwert eines Teilfonds unter den Wert gefallen ist oder den Wert nicht erreicht hat, der vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien des entsprechenden Teilfonds zum Aktienwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen und den Teilfonds aufzulösen.

28.2 Die Gesellschaft wird die Aktionäre von Aktien des entsprechenden Teilfonds vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Auflösung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Auflösung aufgeführt werden. Die Aktionäre werden schriftlich informiert.

28.3 Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Auflösung weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen).

28.4 Nach der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Aktien, die nicht eingereicht wurden, für eine Frist von höchstens neun Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der „Caisse de Consignation“ hinterlegt.

28.5 Alle zurückgenommenen Aktien werden gelöscht.

28.6 Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGA oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen OGA, zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Teilfonds als Aktien eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, soweit erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen.

28.7 Diese Entscheidung wird den Aktionären in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, wobei die Mitteilung Angaben zu dem neuen Teilfonds enthalten wird, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme ihrer Aktien zu ermöglichen.

28.8 Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen „fonds commun de placement“ oder in einen Investmentfonds, der nicht in Luxemburg seinen Gesellschaftssitz hat, erfolgt nur in Bezug auf die Aktien von Aktionären, die dieser Einbringung zugestimmt haben.

28.9 Die Auflösung und Verschmelzung eines Teilfonds kann jedoch auch, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre der betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Auflösung oder Verschmelzung wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst.

29. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre, welche den Quorum und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden. Jede Änderung, welche die Rechte der Aktionäre eines Teilfonds gegenüber denen eines anderen Teilfonds beeinträchtigt, unterliegt ebenfalls den genannten Quorum- und Mehrheitserfordernissen hinsichtlich jedes Teilfonds.

30. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Depotbank) abschließen. Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz von 2007 vorgesehen ist.

31. Anwendbares Recht. Die Gesellschaft unterliegt ausschließlich Luxemburger Recht.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung, sowie dieser Satzung. Im Konfliktfalle zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 geht das Gesetz von 2007 vor. Im Falle inhaltlicher Widersprüche gehen die Regelungen in der Satzung den Regelungen im Emissionsdokument vor.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.
2. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird am dritten Dienstag im Monat Juni des Jahres 2015 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

XAIA Investment GmbH vorgenannt, zeichnet 310 Aktien ohne Nennwert zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt 31.000,- EUR. Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Gründungskosten: Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf 15.000,- EUR veranschlagt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Die oben angeführten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

1. Herr Stefan Rockel, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
2. Frau Anja Richter, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
3. Herr Erich Hein, beruflich ansässig in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Herr Stefan Rockel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Hauptversammlung der Aktionäre, die erstmalig am dritten Dienstag im Monat Juni des Jahres 2015 um 14 Uhr stattfinden wird.

II. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG Luxembourg S.à r.l. mit Sitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung der Aktionäre des Jahres 2015, die über das am 31. Dezember 2014 endende Geschäftsjahr beschließt.

III. Sitz der Gesellschaft ist in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Vollmacht

Der/die erschienenen Partei gibt hiermit jedem Angestellten oder Mitarbeiter des unterzeichneten Notars, alleinige Vollmacht um mit der Anmeldung, Registrierung, Kündigung, Veröffentlichung oder andere zweckmäßige oder erforderliche Maßnahmen in Folge dieser Urkunde auszuführen, sowie gegebenenfalls etwaige Tippfehler, Unvollständigkeiten oder Schreibweise(n) in der Urkunde zu verbessern oder zu ergänzen und zu ratifizieren.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens und handelnd wie hiavor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: Pankewitsch, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 23 octobre 2013. Relation: RED/2013/1757. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 25 octobre 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013150706/739.

(130184461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

**Platforma S.A., Société Anonyme,
(anc. Reif Holding S.A.).**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 179.742.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of the month of August;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of the public limited company ("société anonyme") "REIF HOLDING S.A.", established and having its registered office in L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 179742, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on August 14, 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is presided by Mr. François GEORGES, director, residing professionally in L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The Chairman appoints Mrs. Anne-Marie PRATIFFI, employee, residing professionally in L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as secretary.

The Meeting elects Mr. Serge DE CEUNINCK, manager, residing professionally in L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, as scrutineer.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

Change of the Company's name into "Platforma S.A." and subsequent amendment of the second paragraph of article 1 of the articles of association;

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolution:

Resolution

The Meeting decides to change the Company's name from "REIF HOLDING S.A." into "Platforma S.A." and to subsequently amend the second paragraph of article 1 of the articles of association, in order to give it the following wording:

"The company exists under the name of "Platforma S.A."."

No further item being on the agenda of the meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred and ten Euros.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'"Assemblée") des actionnaires de la société anonyme "REIF HOLDING S.A.", établie et ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 179742, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 14 août 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Monsieur François GEORGES, directeur, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le Président désigne Madame Anne-Marie PRATIFFI, employée, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme secrétaire.

L'Assemblée choisit Monsieur Serge DE CEUNINCK, directeur, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme scrutateur.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Changement de la dénomination de la Société en "Platforma S.A." et modification subséquente du premier deuxième alinéa de l'article 1 des statuts;

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "REIF HOLDING S.A." en "Platforma S.A." et de modifier subséquemment le deuxième alinéa de l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société existe sous la dénomination de "Platforma S.A."."

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de neuf cent dix euros.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. GEORGES, A-M. PRATIFFI, S. DE CEUNINCK, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2013. LAC/2013/39735. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137593/108.

(130167254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

E-Print, Société Anonyme.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 15, rue Wurch-Paquet.

R.C.S. Luxembourg B 84.012.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 août 2013

Les actionnaires de la société E-PRINT réunis en Assemblée Générale ordinaire annuelle du 13 août 2013, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale décide d'accepter les démissions de leur poste d'administrateur de:

- Monsieur Alvin SOLD
- Monsieur Patrick BOURONE

D'autre part, l'assemblée générale porte à connaissance des tiers que Monsieur Bernard GUEBLEZ ne fait plus partie du conseil d'administration suite au décès de ce dernier.

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de son poste de commissaire aux comptes de:

- PricewaterhouseCoopers

L'assemblée générale décide de nommer:

- Monsieur Tom Diederich, graphiste, né le 19/06/1965 à Luxembourg, demeurant à B-6780 Wolkrange, 43, rue d'Udange
- Madame Dany Weyler, relations publiques, née le 31/12/1961 à Luxembourg, demeurant à L-8149 Bridel, 5, Val des Romains

en qualité de nouveaux administrateurs, pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

D'autre part, l'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur et d'administrateur-délégué de:

- Monsieur Georges Bourone, né le 23/08/1953 à Luxembourg, L-8149 Bridel, 5, Val des Romains
- pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

La société est engagée par la signature de l'administrateur-délégué.

Le conseil d'administration se compose donc désormais de manière suivante:

- Monsieur Tom Diederich, graphiste, né le 19/06/1965 à Luxembourg, demeurant à B-6780 Wolkrange, 43, rue d'Udange, (administrateur)
- Madame Dany Weyler, relations publiques, née le 31/12/1961 à Luxembourg, demeurant à L-8149 Bridel, 5, Val des Romains, (administrateur)
- Monsieur Georges Bourone, né le 23/08/1953 à Luxembourg, demeurant à L-8149 Bridel, 5, Val des Romains (administrateur + administrateur délégué)

Par ailleurs, l'assemblée générale décide de nommer:

- la société Grant Thornton Lux Audit S.A., ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, Pafbruch., R.C.S. Luxembourg B 43.298

en qualité de nouvel commissaire, pour une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013137858/42.

(130168380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

IIF European Airport Acquisitions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 168.223.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the third day of September

Before Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

Flora Gibert, notary clerk, with professional address in Luxembourg

"the proxy"

acting as a special proxy of IIF LuxCo2 S.à.r.l., a company duly established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg;

"the mandator"

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I.- That the société à responsabilité limitée IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l., a private limited liability by company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under the number B 168223, has been incorporated under Luxembourg Laws pursuant to a notarial deed enacted by Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg on 4 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 1294 on 24 May 2012 (the "Company"); and, the articles of association of which have never been amended.

II.- That the subscribed share capital of the société à responsabilité limitée IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l. amounts currently to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) shares having a nominal value of one hundred and twenty five Euros (EUR 125.-) each, fully paid up.

III.- That the mandator declares to have full knowledge of the articles of association and the financial statements of IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l. That the mandator approves the Company's interim accounts for the period from the 1 January 2013 to 21 March 2013

IV.- That the mandator acquired all the shares of the aforesaid company and that as a sole shareholder declares explicitly that the Company's activities have ceased and to proceed with the immediate dissolution of the said company.

V.- That the mandator, as liquidator, declares that all the known debts have been paid and that he takes over all assets, liabilities and commitments, known or unknown of the dissolved company and that the liquidation of the company is terminated without prejudice as it assumes all its liabilities.

VI.- That the shareholder's register and all the shares of the dissolved company have been cancelled.

VII.- That the mandator fully discharges the board of managers for their mandate up to this date.

VIII.- That the records and documents of the company will be kept for a period of five years at the offices of the dissolved company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize le trois septembre

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Flora Gibert, clerc de notaire demeurant professionnellement à Luxembourg

"le mandataire"

agissant en sa qualité de mandataire spécial de IIF LuxCo2 S.à.r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg;

"le mandant"

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société à responsabilité limitée IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l., ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 168223, a été constituée suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch le 4 avril 2012, publié au Mémorial C numéro 1294 du 24 mai 2012 et que les statuts n'ont jamais été modifiés.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l., prédésignée, s'élève actuellement à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) représentés par cent (100) parts sociales de cent vingt cinq Euros (EUR 125.-) chacune, chacune intégralement libérée.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société IIF European Airport Acquisitions S.à.r.l. Que son mandant approuve les comptes intérimaires de la société pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 21 mars 2013.

IV.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associé unique il déclare expressément que les activités de la société ont cessé et procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant, en tant que liquidateur, déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des associés et des parts sociales de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les gérants de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de la société dissoute.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. 4 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40414. Reçu soixante-quinze euros (75,-€).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 10 septembre 2013.

Référence de publication: 2013137991/84.

(130168293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

BOP (Leadenhall Court) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 177.547.

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of September, before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of BOP (Leadenhall Court) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.547 (the Company).

The Company was incorporated on May 24, 2013 pursuant to a deed enacted by Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1704, page 81766, dated June 16, 2013.

There appeared:

BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 152.280 (the Sole Shareholder);

hereby represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The twelve thousand five hundred (12,500) shares of the Company, with a nominal value of one pound sterling (GBP 1) each, representing the entire share capital of the Company of an amount of twelve thousand five hundred pound sterling (GBP 12,500) are duly represented at the present Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced;

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notice;

2. Change of the corporate object of the Company in order to specifically cover the acquisition of real estate properties;

3. Amendment of the articles of association of the Company to reflect the resolution to be taken under item 2 above;

and

4. Miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices requirement, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change the corporate object of the Company in order to specifically cover the acquisition of real estate properties.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the Meeting resolves to amend article 3 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

« **Art. 3.** The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The purpose of the Company in particular includes the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

In the framework of its activity, the Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object."

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1, 200.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingtième jour du mois de septembre,

Par devant, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de BOP (Leadenhall Court) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.547 (la Société).

La Société a été constituée le 24 mai 2013 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1704, page 81766, daté du 16 juin 2013.

A comparu:

BOP (Luxembourg) Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée et existante selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.280 (l'Associé Unique);

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, le 19 septembre 2013, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société, avec une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1) chacune, qui représentent la totalité du capital social de la Société qui s'élève à douze mille cinq cents livres sterling (GBP 12.500) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour qui sont reproduits ci-après;

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Changement de l'objet social de la Société, afin de couvrir spécifiquement l'acquisition de propriétés immobilières;
3. Modification des statuts de la Société afin de refléter le changement adopté au point 2. ci-dessus; et
4. Divers.

Sur ce, la partie comparante, représentée par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'enregistrer les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de changer l'objet social de la Société, afin de couvrir spécifiquement l'acquisition de propriétés immobilières.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

L'objet de la Société consiste en particulier dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de ses propriétés immobilières, que ce soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes les opérations relatives aux biens immobiliers, y compris la détention directe ou indirecte de participations au Luxembourg ou dans des sociétés étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Dans le cadre de ses activités, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée est levée.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est estimé à environ EUR 1.200.-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête du présent acte.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire le présent acte original.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2013. Relation: LAC/2013/43035. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Référence de publication: 2013137264/166.

(130167380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2013.

Irina Immobilière Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 155.486.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le six septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Sergey KOSHKIN, né à Moscou (Russie), le 19 août 1974, demeurant à Moscou 109386, 74, Building 2, Krasnodonskaya Street 34 (Russie),

ici dûment représenté par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signé ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, ès-qualités qu'il agit, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1.- Que la société à responsabilité limitée "Irina Immobilière S.à.r.l.", avec siège social à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 155.486, (ci-après dénommée la "Société"), a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2282 du 26 octobre 2010. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

2.- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

3.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, est devenu seul propriétaire de toutes les parts sociales de la Société.

4.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, agissant comme associé unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société et aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

7.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société, y inclus la créance se chiffrant au 31 décembre 2012 à 315.171,36- EUR (trois cent quinze mille cent soixante-et-onze euros et trente-six cents) que la Société détient contre la société civile de droit français Charus ayant son siège social à F-06360 Eze, 250, Avenue des Diables Bleus, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Nice, sous le numéro 524 742 871 000 22, et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué à la section 6.

8.- Que le comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres titres seront annulés.

9.- Que décharge est donnée au gérant de la Société.

10.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à 850,- EUR

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER .

Enregistré à Grevenmacher, le 16 septembre 2013. Relation GRE/2013/3723. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 2 octobre 2013.

Référence de publication: 2013138003/54.

(130168548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

JP Residential III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 107.834.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue le 30 septembre 2013

Il a été décidé:

de transférer le siège social du 7A rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 124 bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013.

Extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013138017/14.

(130167839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

I.C.I. Synergie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 143.616.

L'an deux mille treize, le vingt septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Frédéric REPERT, commercial, demeurant au 69, rue Raymond Mondon, F-57680 Roncourt;
- 2.- Madame Véronique FISCHER, épouse Philippe REPERT, gérante de société, demeurant au 7 rue de la Croisette, F-57130 Rezonville.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée «I.C.I. SYNERGIE S.à r.l.», ayant son siège social au 31 rue de Soleuvre, L-4487 Belvaux, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 143616, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date 16 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 67 du 13 janvier 2009.

- Qu'en tant qu'associés, ils ont pris les résolutions suivantes:

133440

Première résolution

Les associés décident de transférer le siège social de la société du 31 rue de Soleuvre, L-4487 Belvaux au 113 route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (premier alinéa).** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.»

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Troisième résolution

Les associés constatent que la nouvelle adresse de l'associé, Monsieur Frédéric REPERT, prénommé, est celle du 69, rue Raymond Mondon, F-57680 Roncourt.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent procès-verbal.

Signé: F. REPERT, V. FISCHER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 septembre 2013. Relation: EAC/2013/12234. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013137986/40.

(130168402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Miclo S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-4067 Esch-sur-Alzette, 9, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 132.271.

En date du 30 septembre 2013, a eu lieu la cession de parts sociales suivantes:

Monsieur Bernard Michel RYDZ, né le 28.07.1972 à Dechy (France) et demeurant à F-54680 Crusnes, 37A, route Nationale a cédé ses cinquante (50) parts sociales

Et Madame Isabelle MONTIGNY, épouse RYDZ, née le 11.11.1975 à Les Pavillons-sous-Bois (France) et demeurant à F-54680 Crusnes, 37A, route Nationale a cédé ses cinquante (50) parts sociales

qu'ils détenaient de la société MICLO Sarl (RC N° 132271) avec siège social L-4067 ESCH/ALZETTE, 9, rue du Commerce, constituée suivant acte notarié du 17 septembre 2007, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 2498 du 3 novembre 2007, avec un capital de 12.400,00 €, représenté par 100 actions d'une valeur nominale de 124,00 € libéré intégralement,

à Monsieur Francesco DE BUSTIS FICAROLA, né le 2 mai 1956 à Napoli (Italie), et demeurant à L-8009 STRASSEN, 113, rte d'Arlon.

Par suite de la prédite cession, la répartition des parts sociales s'établit comme suit:

Monsieur Francesco DE BUSTIS FICAROLA

cent (100) parts sociales 100 parts

TOTAL: CENT PARTS SOCIALES 100 parts

L'associé de la société a pris les décisions suivantes:

Démission de Monsieur Bernard Michel RYDZ de ses fonctions de gérant unique,

Nomination de Monsieur Francesco DE BUSTIS FICAROLA, né le 2 mai 1956 à Napoli (Italie), et demeurant à L-8009 STRASSEN, 113, rte d'Arlon, au poste de gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 30 septembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013138095/29.

(130167878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2013.